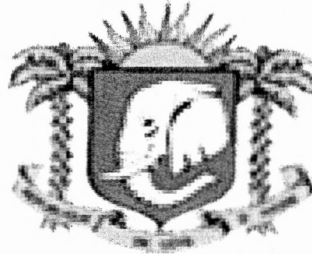


REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



**ALLOCUTION DE S.E.M YOUSOUF BAKAYOKO,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
A LA 15eme CONFERENCE DES PARTIES A LA
CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES (COP 15)**

Copenhagen, Danemark

07 – 18 décembre 2009

**Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat,
Mesdames et Messieurs les Chefs de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général de l'ONU,
Distingués Délégués,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais avant tout propos, exprimer, au nom de la délégation ivoirienne et à mon nom propre, ma gratitude au peuple et au gouvernement danois pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé ainsi que pour toutes les prévenantes marques d'attention dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée dans cette belle ville de Copenhague.

Permettez-moi également, de joindre ma voix à celles des orateurs qui m'ont précédé pour vous exprimer ma satisfaction de prendre part à cette Conférence sur les changements climatiques.

Monsieur le Président

Considéré à juste titre comme un problème planétaire, les changements climatiques menacent grandement l'équilibre de l'humanité et appelle, de ce fait, des réponses claires et engagées au niveau international.

Je voudrais donc saluer cette initiative du Secrétaire général des Nations Unies qui, à travers l'organisation de cette rencontre, témoigne une fois encore, de sa volonté et celle des Nations Unies à faire face aux nombreux défis auxquels la Communauté internationale est aujourd'hui confrontée.

Monsieur le Président

La Côte d'Ivoire, mon pays, à l'instar de tous les Etats du Golfe de Guinée, est aujourd'hui menacée, au nord, par l'avancée du désert et subit, au sud, une érosion côtière déjà très marquée.

En outre, sous la pression des changements climatiques, mon pays fait face à :

- une baisse effective de la pluviométrie ;
- une irrégularité des pluies marquée par des débuts de saisons tardifs et des fins précoces
- une hausse des températures ;
- une persistance et une rigueur des saisons sèches; et
- des inondations.

Cette variabilité du climat, qui a entraîné des perturbations dans de nombreux secteurs d'activités, au niveau notamment de l'agriculture et de la santé, est à l'origine de déplacement de populations, en quête d'un mieux être pour qui il faut trouver des solutions adéquates d'adaptation aux effets des changements climatiques.

En vue de participer à la recherche de solutions avec la communauté internationale, la Côte d'Ivoire a ratifié la Convention et signer le protocole de Kyoto. Dans ce cadre, elle a soumis ses première et seconde Communications Nationales sur les changements climatiques.

Au titre des activités de lutte contre les changements climatiques, mon pays entreprend, au niveau du secteur forestier, avec le concours de certains partenaires au développement, le boisement et le reboisement de plusieurs milliers d'hectares de terres dégradées.

De même, la Côte d'Ivoire est le premier pays de l'espace UEMOA à bénéficier, à ce jour, d'un projet MDP bien qu'elle souhaite une amélioration et une simplification des procédures d'accès.

Monsieur le Président

L'ampleur du phénomène des changements climatiques exige aujourd'hui la recherche d'une solution globale et équilibrée dans un esprit de concertation et de solidarité.

A cet égard, le Protocole de Kyoto, depuis son entrée en vigueur en 2005, a constitué une étape, certes modeste, mais importante dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Face aux conséquences néfastes et imprévisibles que pourrait induire une élévation de la température au-delà de 1,5°C, la Côte d'Ivoire souhaite voir les pays développés réduire, leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 pour cent en dessous des niveaux de 1990 d'ici 2020 et d'au moins 80 à 95 pour cent en dessous des niveaux de 1990 d'ici 2050, tel que recommandé par le GIEC.

Monsieur le Président

Cette 15e conférence doit être le lieu de parvenir à un accord acceptable pour tous.

C'est la raison pour laquelle ma délégation en appelle instamment aux pays industrialisés afin d'accroître, leurs efforts en faveur d'un financement durable et échelonné des mesures d'adaptation aux changements climatiques telles que le renforcement des capacités, le transfert de technologies et la gestion des risques qui constituent une priorité non seulement pour la Côte d'Ivoire mais aussi pour les autres pays en développement.

Dans le même ordre d'idées, la Côte d'Ivoire souhaite la prise en compte de l'agroforesterie, source de revenue indéniable des millions de populations rurales, à travers le REDD+ dans les stratégies de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, elle souhaite que le FEM soit désigné pour abriter et gérer les fonds sur les changements climatiques, eu égard à son expérience et aux réformes actuellement entreprises pour s'adapter aux besoins des différentes parties

Monsieur le Président

Pour terminer, je tiens à réaffirmer la position de la Côte d'Ivoire sur la nécessité de maintenir et de renforcer le Protocole de Kyoto ainsi que la Convention si nous voulons sauvegarder notre planète et l'avenir de l'humanité.

Je vous remercie.